

Session de Cambridge – 1931

**Principes pour la solution des conflits de lois
en matière de domicile civil**

(Rapporteur : M. Ernest Mahaim)

Article premier

Il appartient, en matière civile, aux tribunaux de chaque Etat de déterminer, d'après leur législation, quels sont les individus domiciliés ou non dans ce pays.

Article 2

Si le conflit s'élève entre deux ou plusieurs lois étrangères à celle du tribunal :

a) Le domicile légal est préféré au domicile volontaire.

S'il existe deux ou plusieurs domiciles légaux, la préférence est donnée au domicile de celui des Etats dans lequel l'intéressé possède sa résidence actuelle, ou, à défaut, à celui de l'Etat où il possédait sa dernière résidence, ou, à défaut, à celui du pays où il se trouve.

b) Entre deux ou plusieurs domiciles volontaires, il y a lieu d'appliquer la loi du pays où l'intéressé possède sa résidence actuelle ; à défaut, celle du pays où l'intéressé possédait sa dernière résidence, et à défaut, celle du pays où il se trouve.

Article 3

Par dérogation à l'article 2, lettre a), la loi applicable au domicile de la femme mariée abandonnée de son mari est celle du pays où elle a sa résidence actuelle.

Article 4

Le domicile des personnes juridiques est déterminé par la loi du pays où se trouve leur administration ou siège social.

Le domicile des filiales, des succursales et des agences des sociétés étrangères est au lieu où elles fonctionnent et c'est la loi de ce lieu qui est compétente pour déterminer si la représentation que ces sociétés y possèdent doit être considérée comme une filiale, une succursale ou une agence.

Article 5

Les règles qui précèdent s'appliquent également au cas de conflits consécutifs à un changement de domicile.

Article 6

Un individu ne peut perdre son domicile sans en acquérir un nouveau.

A défaut d'un autre domicile, tout individu doit néanmoins posséder, dès sa naissance, un domicile au lieu où il est né.

Si ce lieu est inconnu, la *lex fori* est applicable.

*

(3 août 1931)